



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

Migration et Association

La vie associative des migrants – une exploration de
leur rôle et développement en Europe occidentale

Sandro Cattacin
en collaboration avec Morena La Barba

Draft 30 ; 28 Octobre 2007

Université de Genève
Département de Sociologie
UNI MAIL, 40 bd du Pont d'Arve
CH - 1211 Genève 4

www.unige.ch/ses/socio

Mandant : Commission fédérale des étrangers – Office fédéral des migrations

Contrat No : « Voyage à travers l'associationnisme italien en Suisse », E-04-0725

Période : 2005-2007

Citation conseillée : Cattacin, Sandro, en collaboration avec Morena La Barba (2007). *Migration et organisation. La vie associative des migrants – une analyse sur la base d'une recherche exploratoire sur l'organisation des migrants italiens en Suisse*. Genève et Neuchâtel : Département de sociologie/SFM.

Table des matières

Avant-propos	4
Résumé	5
Zusammenfassung	5
Riassunto	6
Introduction : le monde associatif des migrants	7
La migration organisée à l'époque fordiste	9
Le retour de l'identité dans un contexte fragilisé	11
Asile et transformations du monde associatif migrant	13
La pluralisation du monde associatif migrant et la nouvelle politique d'intégration	15
Les anciennes associations face aux défis démographiques et économiques	15
Les nouvelles migrations et leurs organisations face à la xénophobie : <i>voice, exit et loyalty</i>	16
Synthèse et conclusions	18
Bibliographie	22

Avant-propos

Ce texte reflète un parcours de recherche de quelques années rendu possible grâce à un financement de la Commission fédérale des étrangers (CFE). Il intègre des expériences de terrain ainsi qu'une exploration de la littérature sur un sujet, au centre de nos préoccupations: les associations des migrants.

Pour la réalisation de cette recherche, nous avons pu bénéficier de l'accueil du Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM), en premier lieu, mais aussi de l'Université de Genève et de son département de sociologie. Maintes personnes ont également permis d'avancer dans notre réflexion. Nous aimerions profiter de les remercier ici : tout d'abord Christof Meier, ancien collaborateur de la CFE qui nous a accompagné durant toute cette recherche, l'alimentant de ses critiques ; Alexandra Felder, qui a réalisé une première analyse de la littérature sur le thème, Milena Chimienti et Matteo Gianni qui ont commenté de manière détaillée de versions précédent de ce texte, les étudiantes et les étudiants de l'Atelier de mastère en sociologie à l'Université de Genève dédié à cette recherche, Florian Kettenacker qui a mis ses fines mains sur nos textes et finalement l'ensemble des personnes que nous avons pu rencontrer tout au long de ces dernières années, qui représentent, animent et constituent ces associations des migrants. Nous leurs dédions notre plus grand respect et tous nos remerciements.

Octobre 2007

Sandro Cattacin, Morena La Barba

Résumé

Le développement de la vie associative des migrants depuis l'après-guerre en Europe occidentale reflète les changements sociaux et leurs conséquences sur le politique et l'économique. Si dans l'après-guerre, la logique organisationnelle était largement inspirée du modèle syndical, la quête identitaire s'imposait depuis les années 1970. La fin de la guerre froide et la globalisation économique ont ajouté à cette différenciation naissant entre associations communautaires syndicales et identitaires une complexité croissante tant du point de vue des origines des migrants que du point de vue des types de communautarisation.

L'analyse aboutit à l'idée que cette dynamique produit des ressources sociétales qui doivent être prise en compte dans la politique d'inclusion des migrants dans les sociétés d'accueil, et ceci par des partenariats de projet et par le dialogue constant. Dans le but d'éviter une clôture communautaire, la politique d'inclusion sociale, économique et politique doit tenter de garder ces communautés ouvertes, tant par des offres de participation tant par des reconnaissances concrètes et symboliques de leur contribution à la construction de la société.

Zusammenfassung

Die Entwicklung seit dem Zweiten Weltkrieg der Migrationsvereine im westlichen Europa widerspiegelt den sozialen Wandel und dessen Folgen auf Wirtschaft und Politik. Die ersten Migrationsvereine orientierten sich in ihrer Organisationslogik am gewerkschaftlichen Modell. Erst in den 1970er Jahre beginnt die Suche nach einer Identität in der Migration. Das Ende des Kalten Krieges und die wirtschaftliche Globalisierung fügten dieser Unterscheidung zwischen Migrationsvereinen, die gewerkschaftlich oder identitär orientiert waren, eine wachsende Komplexität hinzu, die sich vor allem in der wachsenden Unterscheidung der Ursprünge der Migrationsbevölkerung und der Typen der Gemeinschaftsbildung ausdrückte.

Die Analyse führt zur Idee, dass diese Dynamik gesellschaftliche Ressourcen produziert, die in der Politik des Einschlusses der Migrationsbevölkerung im Gastland genutzt werden sollten, und zwar indem Projektpartnerschaften angeboten werden und ständig der Dialog gesucht wird. Um die Schliessung der Gemeinschaften zu verhindern, sollte die Politik des sozialen, wirtschaftlichen und politischen Einschlusses versuchen, die Gemeinschaften offen zu halten. Dies kann sowohl über Angebote der

Mitbestimmung wie über konkrete und symbolische Anerkennungsdiskurse gefördert werden.

Riassunto

Lo sviluppo della vita associativa dei migranti e delle migranti dopo il secondo dopoguerra, riflette i cambiamenti sociali e le relative conseguenze sulla politica e l'economia. Se nel dopoguerra, la logica organizzativa era largamente ispirata al modello sindacale, negli anni 70 si impongono le preoccupazioni identitarie. La fine della guerra fredda, e la globalizzazione economica, hanno aggiunto a questa differenziazione nascente tra associazioni comunitarie sindacali e identitarie una complessità crescente, tanto dal punto di vista dell'origine delle popolazioni migranti, quanto dal punto di vista della comunitarizzazione.

L'analisi conduce all'idea che questa dinamica produce delle risorse sociali che devono essere prese in considerazione nelle politiche di inclusione dei migranti e delle migranti nelle società di accoglienza, tramite dei partenariati a progetto e un dialogo costante. Nel tentativo di evitare una chiusura comunitaria, la politica di inclusione sociale, economica e politica deve tentare di garantire l'apertura di queste comunità, tanto dal punto di vista delle offerte di partecipazione, quanto tramite il riconoscimento concreto e simbolico del loro contributo alla costruzione della società.

Introduction : le monde associatif des migrants

Une culture associative structurée et organisée est une des fondations d'un système démocratique, comme l'a souligné déjà Tocqueville au 19^{ème} siècle dans son analyse de la démocratie aux États-Unis (Tocqueville 1986 [1835]). Pour le démontrer, dans la pratique et dans la réflexion, beaucoup d'encre a coulé. Pensons à Lord Beveridge qui écrit après la deuxième guerre mondiale son texte sur « l'action bénévole » qu'il présente comme fondement d'une société génératrice de liens sociaux sur lesquels une société peut s'appuyer (Beveridge 1948). On peut aussi évoquer l'analyse des mouvements sociaux comme producteurs de changements sociaux et d'une société réflexive, capable de se renouveler (Cattacin et al. 1997). Finalement, la grande découverte¹, depuis les années 1970, du « tiers secteur » comme base morale de la société (Etzioni 1973)² et du capital social, produit par la vie associative et qui est directement lié à la performance politique et économique d'une société (Putnam et al. 1983, Bagnasco 1977) et aux chances de réussite de l'individu (Granovetter 1973).

L'importance des associations³ pour la démocratie et l'économie, pour le bon gouvernement et les chances individuelles de réussite, que de nombreuses recherches et actions politiques cherchent à démontrer, n'est relativisée que par peu d'études. Dans ces quelques exceptions, nous pouvons ainsi trouver une critique vis-à-vis des risques d'instrumentalisation de ces associations par le monde politique (Seibel 1992 ; Mutti 2000 ; Battaglini et al. 2001a ; Battaglini et al. 2001b) ou encore des critiques qui soulignent que le capital social organisé peut aussi bloquer l'innovation par trop de contrôle social (Fukuyama 1995). Enfin, à la question de l'association comme lieu de réalisation individuelle et de chance de mise en réseau,

¹ Pour être exact, il s'agit d'une redécouverte. Si la période de croissance de l'Etat social a fait reculer l'importance de la vie associative, substitué par l'action étatique, elle est aussi entrée à nouveau au centre de l'intérêt après la crise de l'Etat social dans les années 1970 (Cattacin 1996). Redécouverte que nous pouvons aussi lire les textes d'Adam Smith ou encore des premiers anthropologues, précurseurs de cette idée de fondement de la société par les liens sociaux organisés (Smith 2000 [1759] ; Cattacin 2001).

² Pour une discussion du concept du « tiers secteur », voir le deuxième chapitre de Bütschi et Cattacin 1994.

³ Nous entendons dans ce texte avec le terme « association » une organisation non-étatique et non marchand (*non-profit organizations*) se reproduisant sur la base de règles formalisées (par exemple des statuts).

certaines études nous rappellent les risques de ghettoïsation (Wacquant 2006). Par ces quelques remarques, pourtant, nous pouvons déjà remarquer que l'association de personnes est multidimensionnelle et ambivalente dans ses conséquences sur la société (comme l'indique le Tableau 1).

Tableau 1 : L'ambivalence associative

	Favorables sur la dynamique sociale	Défavorables sur la dynamique sociale
Effets politiques	Associations comme lieux de création d'un contrôle de la gouvernance par la mise en relation entre politique et société civile	Associations comme producteurs de liens clientélistes et comme instance-alibi d'une politique sectorielle
Effets économiques	Base d'une saine concurrence	Risque de blocage d'innovation par le contrôle social
Effets identitaires	Associations comme lieu de stabilisation identitaire	Associations comme ghetto identitaire

Il y a donc des « bons, des mauvais et des indifférents » regroupements communautaires (comme s'exprime Dewey 1927 : 71) en se référant à l'utilité sociale de ces groupes. Mais qu'en est-il des associations de la population migrante ? Nous y trouvons probablement des situations similaires. Baglioni (Baglioni 2005) a ainsi mis en évidence les contributions venant du monde associatif des migrants pour l'intégration sociale⁴, pendant que Martiniello (Martiniello 1997) nous rappelle les risques de ghettoïsation. Dear (Dear et Flusty 2001) quant à lui, insiste sur l'effet bénéfique sur l'identité pendant que l'Ecole de Chicago souligne les pertes de chances d'ascension sociale venant de quartiers et groupes ségrégués et interprète donc les associations des migrantes comme des freins à la mobilité sociale (Park 1928).

Les études se contredisent. Mais peut-être que partiellement. Probablement, il faut entrer dans une logique de différenciation. Différencier les moments historiques, différencier les types d'associations. C'est ce parcours de différenciation que nous suivons dans ce texte qui se donne comme territoire de réflexion l'Europe de l'Ouest depuis 1945.

⁴ Intégration sociale indique la capacité de créer ponctuellement des liens sociaux et fonctionnels entre les différents groupes et sous-systèmes d'une société territorialement précisée par des horizons communs de ses composants (Lockwood 1992 [1964]).

Nous essaierons dans les paragraphes qui suivent d'illustrer ces moments changeants en nous basant sur une reconstruction du développement de la vie associative des migrantes et des migrants depuis une cinquantaine d'années. Le choix temporel coïncide aux études qui sont à disposition, le monde associatif des migrants restant un thème sous-traité dans la littérature scientifique. Le choix territorial se concentre sur l'Europe occidentale représentative d'un territoire de migration progressive, tant du point de vue du nombre que des formes. C'est aussi un territoire qui reflète une histoire problématique quant au traitement de la différence, partant d'une logique destructive (dans les pays à régime totalitaire) et méfiante (dans les pays démocratiques et coloniaux) à un essai d'intégrer et de vivre avec ces différences. Ces pays ont donc du apprendre à gérer ces différences, contrairement aux pays traditionnels d'immigration tels que les Etats-Unis, l'Australie ou le Canada, qui se sont confronté à la migration d'emblée de manière constructive, notamment parce que ces pays se sont fondés sur les populations migrantes (Cattacin 2006b).

La migration organisée à l'époque fordiste

Les premières grandes vagues de migration en Europe après 1945 ont principalement émané de l'Italie. Seul pays d'Europe ouvert à la migration⁵ et en même temps mal mené par le désastre du fascisme et des destructions, il est le point de départ d'une vague d'émigration du sud vers le nord à l'intérieur de l'Italie et vers le nord de l'Europe (Hollifield 1992). Les premières migrations ont des caractéristiques spécifiques. Elles sont plutôt qualifiées et de brève durée. Elles rencontreront en Suisse et en Grande-Bretagne (mais aussi aux Etats-Unis) des diasporas d'intellectuels italiens qui avait fuit le fascisme. En Suisse, ces migrants seront accueillis par une gauche organisée dans les *Colonie Libere Italiane* (Knauer et Frischknecht 1983 ; Cerutti 1991).

Ces groupes d'anti-fascistes organisés dans la diaspora connaîtront une transformation importante dès l'arrivée de la deuxième vague de migrants d'Italie dans les années 1950 et suivantes. Nettement moins qualifiés, ces migrants seront le moteur de l'ascension économique de la Suisse. Les *Colonie Libere*, transformées d'organisations politiques et de diaspora en

⁵ La constellation européenne se caractérisant par des interdictions de migrations dans certains pays (Allemagne, France, Autriche) ou par un démarrage économique dans des conditions favorables (Suisse et Grande-Bretagne) ; voir Bade 2002.

organisations syndicales, proches du parti communiste italien, adapteront leur programme d'action à cette nouvelle donne. Elles agiront comme organisations d'intérêt auprès des autorités italiennes, les incitant à défendre la cause des ouvriers migrants, femmes et hommes, auprès du gouvernement suisse (Cerutti 1995).

Des organisations similaires naîtront en Europe. La migration vivra un étonnant phénomène organisationnel qui se différenciera, pour la population migrante italienne, en deux groupes de type syndical ; l'un lié à la gauche communiste et l'autre, avec les *Associazioni Cristiane Lavoratori Italiani* (ACLI), au parti chrétien de la *Democrazia Cristiana* (notamment son aile chrétienne sociale). Le travail de ces groupes ne se limitera pas seulement à la défense d'intérêts, et se développera rapidement. S'ajouteront en particulier des éléments d'entraide et de soutien social, comme par exemple l'aide dans des démarches administratives ou l'accompagnement dans des situations de détresse.

Vers la fin des années 1950 et notamment dans les années 1960, le phénomène migratoire s'élargit du point de vue des provenances, l'Italie ne pouvant plus assumer la totalité de la demande de travail de l'économie fordiste en pleine expansion et d'autres pays s'ouvrant à la possibilité d'une migration de masse. La migration de masse turque en Allemagne (mais aussi de la Grèce), les Algériens en France, les migrants des anciennes colonies anglaises vers le Royaume-Uni ou encore les migrants espagnols sont appelés et créent, selon le pays de choix ou d'accès, des nouveaux flux migratoires à basse qualification, mais fondamentaux pour l'industrie fordiste. D'ailleurs, le démarrage de l'industrialisation fordiste a également lieu en Italie, engendrant une migration du sud du pays et de la Vénétie, qui s'établit dans le triangle industriel de Milan, Gêne et Turin, sans plus le quitter vers d'autres destinations. La migration en Europe s'élargit donc vers la Méditerranée, l'Inde et le Pakistan et la logique migratoire par les réseaux familiaux et d'amis (Boyd 1989) – privilégiant des destinations communes de groupes de migrants de même origine régional –, ainsi que la logique organisationnelle se reproduisent en grande partie. Qu'elle soit syndicale, de gauche, chrétienne ou musulmane, la vie associative issue des migrations se focalise principalement sur les conditions de travail dans le pays de destination.

Ce n'est qu'à la fin des années 1960 que s'ajoutent des éléments de lutte de reconnaissance sociale. En effet, la transformation d'une migration provisoire vers une sédentarisation, d'une certaine manière inattendue par les pays d'accueil, mais aussi par les migrants eux-mêmes, fait émerger les thèmes de « l'assimilation » et de « l'intégration ». Le désir des autorités de maintenir la migration dans une situation provisoire (Hollifield 1990), ainsi que le rêve du retour que partage le migrant lui-même (Sayad et Fassa 1982), se retrouvent tous deux désillusionnés par la réalité de la reproduction sociale.

Du coup, des thèmes tels que l'insertion à l'école, de la vie commune sur un même territoire (des différences « culturelles »), mais aussi l'intérêt de l'économie de pouvoir garder les ouvrières et les ouvriers dans leurs entreprises, apparaissent dans l'agenda politique⁶ et dans le monde vécu des migrants. Dans les pays européens, l'économie demande un changement dans la politique pour permettre un établissement stable des migrants ; les migrants eux-mêmes font venir leurs partenaires dans les pays d'immigration (par le regroupement familial garantie par les accords bilatéraux entre les pays d'émigration et d'immigration).

Les associations réagissent avec de nouvelles activités orientées à la demande de leurs membres : soutien à l'école et contre-expertises en cas de difficultés scolaires liées à des décisions jugées discriminatoires, engagement dans le monde syndical et politique du pays d'accueil, lutte contre les statuts temporaires, lutte pour la reconnaissance (Blumer 1970 ; Calvaruso 1973). Ces activités trouvent leur correspondance dans le développement des premières politiques d'inclusion sociale et systémique dans les pays d'accueil qui s'accommodent⁷ à l'idée d'une permanence stable de la migration de l'après-guerre (Vermeulen 1997 ; voir aussi les textes dans Miles et Thränhardt 1995).

Cette lutte de reconnaissance sociale sur le territoire d'accueil portera des fruits. *La souffrance du mépris*, comme l'exprime Axel Honneth (Honneth 1996), et la recherche d'un modèle de gestion des différences dans l'impossible assimilation portent à un conflit productif dans l'espace public qui ne sera pas résolu, mais au moins argumenté. Le choix d'une politique d'inclusion d'un côté – d'un arrangement avec la situation de la migration – et l'orientation d'une partie des associations vers l'action sur le territoire de vie et non plus le pays d'origine, de l'autre côté, en sont la conséquence (Mahnig 1998 ; D'Amato 2001).

Le retour de l'identité dans un contexte fragilisé

Si la recherche d'une reconnaissance sociale (les droits sociaux) était au centre des activités des associations de migrants de l'après-guerre, les années 1970 y ajoutent une dimension identitaire plus profonde. La crise

⁶ Voir par exemple : Braun 1965 pour la Suisse et les contributions dans Hoffmann-Nowotny et Hondrich 1982 sur l'Allemagne et la Suisse ; voir aussi Hollifield 1992.

⁷ Comme l'a bien montré Schmitter Heisler 1988 pour la Suisse.

économique, la croissance des mouvements xénophobes, ainsi qu'une mise en cause, par le mouvement de 1968, du concept d'homogénéisation du fordisme (voyant l'unique voie vers une société juste dans une égalisation de la population), créent un climat d'insécurité. L'idée qu'une vie uniforme de classe moyenne – comme postulée par Marshall (Marshall 1965) – était la base du bien-être, avait créé un modèle d'acculturation lente de la population étrangère comme référentiel politique. Ce référentiel entre donc en crise par la recherche d'une identité spécifique qui devient la nouvelle quête de la société (Inglehart 1977). Cette déstabilisation des valeurs et institutions de référence a d'un côté comme effet la libération des mœurs ; de l'autre côté, cette libération engendre aussi une recherche de soi, dans un monde qui ne peut plus définir à la place de l'individu ce qu'il est.

Les migrantes et les migrants se détachent aussi, en partie du moins, des mouvements syndicaux, homogénéisant, pour entrer dans des associations identitaires. Ces associations, qui prennent la forme de groupes communautarisés autour d'un lieu ou d'un espace géographique d'origine, affaiblissent les associations existantes et s'ajoutent comme modèle associatif à la réalité des migrations (Fibbi 1983). Que ce soient les Galiciens ou les Siciliens, une recherche identitaire prime dans la migration – tout comme dans le reste de la société et d'ailleurs, pour n'importe quelle identité (Bauman 2000). Les communautés de référence comme l'Eglise et le syndicat seront défiées par des communautarisations anarchiques (Cattacin 2006d ; Cattacin et Cavalli 2007), plus faibles dans leur poids social et politiques, plus fortes dans leurs effet de stabilisation et aide à l'élargissement identitaire (Matas et Pfefferkorn 2000).

A cette tendance à l'individualisation et à la communautarisation anarchique qui prédomine dans les années 1970 correspond la transformation économique du fordisme au flexibilisme (Boltanski et Chiapello 1999). Le mouvement associatif des migrantes et migrants est moins revendicatif, et davantage attentif à maintenir un équilibre identitaire dans un contexte où les identités se réinventent. Ces associations créent de la confiance, de la sécurité ontologique, de l'estime de soi. Des archipels dans une société plurielle prennent naissance (Duchêne-Lacroix 2006 ; Cattacin 2006a). Leur fonction est fondamentale pour répondre au besoin de s'individualiser par une appartenance dans un contexte qui, systématiquement, déstabilise les identités.

Certes, le monde associatif traditionnel de la migration continue son activité. Mais sa force en tant qu'acteur faible et isolé diminue. Les associations des migrants cherchent des coalitions dans une logique plus pluraliste que dans les années fordistes, où l'extrême gauche internationaliste semblait être le seul partenaire. Les mouvements sociaux de solidarité découvrent la migration (comme l'a bien montré pour la Suisse Passy 1992). Une double dynamique se met en effet en place, qui se caractérise par

l'ouverture d'un type associatif dans la migration – celui anciennement syndical –, et par la fermeture d'un autre type associatif – celui identitaire.

Asile et transformations du monde associatif migrant

Nous n'avons pour l'instant pas thématiqué la question des réfugiés et de leurs organisations, simplement parce qu'ils représentent une histoire à part, qui certes a des points communs avec les autres migrations, mais aussi des caractéristiques spécifiques qui ne permettent pas une généralisation. Ces migrations s'insèrent d'abord – et c'est la similitude – dans un référentiel politique de la guerre froide, où bien et mal est défini dans l'occident par l'appartenance à l'un ou à l'autre des blocs idéologiques. Si les migrants fordistes étaient traités avec la méfiance et le soupçon liés à l'affiliation idéologique communiste, les réfugiés de l'Hongrie et de la Tchécoslovaquie de l'après-guerre (de 1956 et de 1968) étaient accueillis avec confiance et ouverture. Ils représentaient l'idéologie juste.⁸ Leur situation, apparemment de non-retour, combinée à un accueil favorable, les a poussés à l'acculturation accélérée. Par contre, quand le pays d'origine et de fuite faisait parti de la coalition anti-communiste, les réfugiés étaient accueillis avec distance, guerre froide oblige. Ce seront ces réfugiés qui fonderont des associations de défense dans un contexte hostile. Ainsi, en 1972, les Chiliens se sont, contrairement aux Hongrois ou aux Tchécoslovaques, très vite organisés selon les logiques connues de l'ancienne migration : diaspora d'abord, acteurs politiques et d'entraide sociale après.

À partir des années 1980, les migrations issues de la recherche d'asile s'insèrent dans le nouveau contexte politique, social et économique.

- Politiquement, le référentiel de la guerre froide tombe et une désorientation s'installe quant à la définition du bon et du mauvais réfugié. L'ébranlement de l'ordre politique mondial mène aussi à une migration d'asile beaucoup plus hétérogène du point de vue des pays d'origine. Elle conduit à la création de nouvelles lois sur l'asile partout en Europe qui tentent d'intégrer cette nouvelle donne. À la place du référentiel ancien anti-communiste, s'installera une orientation de défense à l'égard de toutes les demandes d'asile (Efionayi-Mäder et al. 2001).

⁸ Comme analysé pour la Suisse par Niederberger 2004 et Parini et Gianni 2005).

- Socialement, les nouvelles migrations d'asile s'insèrent dans une société de la différence, qui exclut toute dynamique d'acculturation. L'idée du bon et mauvais migrant reste. Elle n'est par contre plus liée au discours de l'acculturation, mais à un discours de « distance culturelle » quasi-biologisant la différence (Fassin 2005) et de manipulation d'une procédure d'asile introduisant la distinction entre le requérant d'asile « économique », et donc malhonnête s'il invente un motif politique pour entrer dans les pays d'asile, et celui politique, utilisateur légitime des procédures d'asile (GCIM 2005).
- Enfin, économiquement, la flexibilité et la globalisation accélèrent des flux migratoires irréguliers et rendent l'insertion dans le marché du travail plus fragile, soumise à une dynamique continue de sortie et d'entrée dans l'emploi.

L'augmentation du nombre de migrations de la filière de l'asile, bien que toujours faible, corrélé à la migration clandestine, a conduit à une diversification des associations en termes d'activités (et donc de revendications), et de compositions (profil des membres). Les conséquences sur la vie associative des migrants se résument dans la multiplication des orientations et des origines. Seulement à Genève, par exemple, plus de 300 associations communautaires sont recensées en 2007 (Cattacin et al. 2007). Elles reflètent aussi une hétérogénéité interne du point de vue des statuts divers des membres. Il n'est par exemple plus possible de lire les associations dans une logique relativement cohérente du point de vue des motifs de migration ; on peut trouver dans la même association, par exemple, des requérants d'asile, des clandestins ou des personnes avec un statut de séjour stable.

Leurs activités reflètent trois orientations :

- la diaspora transnationales qui rassemble les migrantes et les migrants par l'idée d'un maintien du lien avec le pays d'origine (typiquement les associations politiques kurdes ou srilankaises) ;
- les associations identitaires communautaires et d'entraide jouant le rôle de stabilisateur de valeurs et mœurs dans un entourage pluraliste sans repères (à l'exemple des associations sudaméricaines) ;
- enfin, les associations communautaires politiques et sociales avec une orientation de défense d'intérêt, souvent fondées sur une base nationale, continentale ou encore ethnique (comme les associations anti-racistes).

Ces orientations associatives ne se trouvent d'ailleurs pas divisées selon les origines de leurs membres ; on peut, en effet, identifier divers types à l'intérieur de chaque groupe de migrants de même origine. Il est donc possible d'avoir en même temps une association diasporique et identitaire, des migrants du Kosovo par exemple, et voir ces mêmes personnes aussi

engagées dans des associations de migrants venant de diverses régions du monde.

Les migrants venant du Kosovo sont d'ailleurs un bon exemple de la multiplication des formes associatives de migrants. On peut en effet les trouver en même temps engagés dans des logiques syndicales de l'ancienne migration, comme dans les logiques développées depuis les années 1980. En partant du domaine de l'asile, il est en d'autres termes possible d'affirmer que les associations de migrants se sont elles aussi diversifiées, reflétant plus une transformations de la société vers le pluralisme communautaire qu'une spécificité migrante. Mais regardons de plus de près ce que sont les tendances depuis les années 1990, qui permettent de parler d'une pluralisation de la vie associative migrante.

La pluralisation du monde associatif migrant et la nouvelle politique d'intégration

Si ces tendances à la diversification du monde associatif des migrants datent des années 1970, nous pouvons sans doute aussi relever des transformations plus récentes dans le monde associatif nouveau et traditionnel.

Les anciennes associations face aux défis démographiques et économiques

En ce qui concerne en particulier les organisations traditionnelles, nous constatons deux transformations majeures qui s'expliquent *démographiquement* et *économiquement*.

Démographiquement, c'est le vieillissement de la première migration de l'après-guerre qui est une constante importante. L'Italie, l'Espagne, le Portugal et partiellement aussi la Turquie ne livrent plus le même nombre de migrants. Ces pays sont devenus eux-mêmes des pays d'immigration et les migrants à l'étranger sont en train de diminuer dans leur nombre absolu et relatif aux autres nouveaux pays d'immigration. Ce vieillissement a eu comme conséquence que les anciennes associations se sont refocalisées, au moins partiellement, sur la thématique de la vieillesse et la dignité dans l'âge avancé. En Europe naissent ainsi des initiatives venant de ces associations de prise en charge du temps libre des retraités migrants. Aussi, les luttes pour les droits sociaux se réorientent en fonction de diverses demandes, réclamant de prendre davantage en compte, dans les structures d'accueil des

personnes âgées, les origines des migrants et dans les régimes de sécurité sociale, le retour ou le nomadisme de ces migrants à la retraite (Fibbi et al. 2002).

Un aspect particulier de cette dynamique démographique relève des personnes issues des migrations internationales, étant nées ou ayant grandi dans le pays d'immigration des parents. Ces « deuxièmes générations » se sont largement émancipées des parents et se retrouvent dans des situations de médiation entre les diverses appartenances (Atabay 1998 ; Bolzman et al. 2003), mais aussi de promotion d'une vision non nationale de cohabitation entre les différences (Soysal 1994). Du point de vue associatif, elles s'investissent sporadiquement dans des associations organisées selon l'origine, sans qu'en ressorte pour autant un aspect communautaire.

Économiquement, c'est la richesse des régions d'origine qui influence la transformation notamment des associations régionales, faisant d'elles des partenaires de la promotion de produits de la région d'origine ou du tourisme vers cette région. Cette marchandisation de l'activité identitaire des associations régionales (Kloosterman et al. 1998) trouve son moteur dans les subsides venant des régions d'origines, mais aussi dans la volonté des associations régionales de donner à leur identité une légitimation externe par la qualité des produits. Ce ne sont évidemment pas toutes les associations régionales qui sortent de leur ghetto identitaire à travers ces initiatives de promotions de leur région d'origine, mais c'est en tout cas un signe que ces anciennes migrations ne sont aujourd'hui plus dans la visée des xénophobes et qu'elles peuvent se montrer à l'extérieure, fières de leurs origines (La Barba et Cattacin 2007).

Les nouvelles migrations et leurs organisations face à la xénophobie : *voice, exit et loyalty*

Les nouvelles migrations irrégulières⁹ sont les cibles de la xénophobie. Elles sont aussi politiquement visées par les mesures cherchant l'amélioration de l'inclusion dans la société d'accueil, qui se sont développées de manière accélérée depuis les années 1990, partiellement en réponse aux actes

⁹ Soulignons que les nouvelles migrations sont aujourd'hui composées en grande partie par des personnes qualifiées qui circulent quasiment sans barrières de pays en pays. Ces personnes se trouvent aussi organisées dans des associations qui sont de type identitaire et relativement fermées, orientées à la reproduction de tradition de leurs pays d'origine tel que la fête de « Thanks giving » chez les ressortissants des Etats-Unis (Cattacin et al. 2007).

violents d'une partie (certes minoritaires) des populations autochtones européennes contre les migrants (Betz 1994). Ces politiques, qui peuvent se caractériser par un respect de l'identité du migrants d'un côté et par la demande d'adaptation fonctionnelle de l'autre (respecter les lois, apprendre la langue pour améliorer les chances d'employabilité ; Brubaker 2001 ; Cattacin et Chimienti 2006), se déploient par un Etat qui doit, pour être efficace dans sa gestion de la migration, construire les mesures sur les savoirs existant dans les terrain d'intervention. Il en ressort un Etat à l'action incitatrice, subsidiant des projets proposés par des acteurs proches du monde de la migration et donc à la recherche de partenaires notamment associatifs.

Cette situation ambivalente de refus et de demande d'inclusion et de partenariat se reflète dans les choix stratégiques des associations migrantes. En citant Hirschmann (Hirschman 1970), nous pouvons distinguer trois réactions :

- *Exit* ou la stratégie d'auto-exclusion : une partie de ces nouvelles migrations s'organise à l'intérieur d'une communauté avec toutes les infrastructures qu'elle nécessite : *ethnic business* orienté à la propre communauté, lieux de rencontre homogènes du point de vue des origines et associations communautaires visant la stabilisation identitaire, refermées sur elles-mêmes. Les associations de type diasporique qui s'orientent qu'en vers le pays d'origine font partie de cette stratégie.
- *Voice* ou la lutte de reconnaissance : une autre partie s'organise dans des associations qui luttent contre les discriminations, la xénophobie et le racisme et qui réclament du respect par des actions destinées à la population et la politique du pays d'accueil. Ces organisations se trouvent dans des constellations d'acteurs diversifiés, incluant autant d'autres organisations de migrants, que des acteurs du pays d'accueil comme les partis politiques et les administrations étatiques.¹⁰
- *Loyalty* ou la participation aux initiatives d'inclusion : une troisième stratégie consiste, d'entamer par le regroupement de migrants un dialogue avec les autorités du pays d'accueil. Cette stratégie de coopération permet aussi de profiter de subsides pour réaliser des mesures spécifiques d'inclusion et fait des associations de migrants des ponts entre les besoins des migrants et les options politiques.

Si c'est trois stratégies peuvent être retrouvé déjà dans l'ancienne migration de l'après-guerre, c'est notamment l'augmentation en poids de la

¹⁰ Pour la Suisse : Gerber 2003.

stratégie de coopération qui est caractéristique du monde associatif migrant contemporaine. Nous pouvons d'ailleurs tenter une mise en relation entre les anciennes et nouvelles migrations et les réactions associatives (voir Tableau 2).

Tableau 2 : Stratégies associatives des nouvelles et anciennes associations de la population migrante

	Anciennes migrations (1945-1980)	Nouvelles migrations (depuis 1980)
<i>Exit</i>	Associations régionales	Diaspora transnationale
<i>Voice</i>	Associations de type syndical	Mouvements anti-racistes et anti-discriminatoire
<i>Loyalty</i>	–	Partenaire de l'Etat (local, régional, national) dans les projets d'inclusion

Si le tableau 2 ne reflète que partiellement la complexité associative dans le monde migrant, il permet néanmoins de souligner un effet non prévu des politiques et des lois « d'intégration » en Europe. Sans pouvoir demander dans une société pluraliste l'acculturation des migrants dans l'idée de remplacement identitaire, mais l'inclusion fonctionnellement compatible (acceptation du droit et apprentissage de la langue), les Etats d'accueil des nouvelles migrations sont dépendantes des ponts entre les migrants et les autorités que les associations représentent. Elles ont la crédibilité et la légitimation d'agir pour le bien du migrant dans un contexte ambivalent et deviennent – tel que les associations des homosexuels l'étaient dans la lutte contre le VIH/sida au début des années 1980 – des acteurs-clé dans la politique d'inclusion. Ce changement d'une orientation politique de méfiance à la nécessité de coopérer – des deux côtés – est probablement le plus grand défi dans la construction d'une société pluraliste à bas niveau de conflictualité destructive.

Synthèse et conclusions

Une appréciation globale des associations des migrants est impossible. Non seulement elles se sont transformées au cours de leurs histoires ; elles se sont aussi différenciées parallèlement, conjointement au changement de la

société.¹¹ La figure 1 fait un essai de visualisation la dynamique organisationnelle des migrants en Europe occidentale. Nous utilisons, dans ce schéma, deux axes : un premier, temporel, indique la transformation de la société du fordisme au flexibilisme (1945-2000) ; le deuxième montre une ouverture organisationnelle, passant de la logique communautaire d'entraide à l'action pour les droits sociaux et politiques à l'engagement uniquement dans le pays d'origine. La situation du milieu montre les associations qui ont en même temps une action orientée vers l'intérieur et vers l'extérieur.

La seule constante qui sort de ce tableau est représentée par les associations de type diasporique. Pour les anciennes organisations, nous avons des parcours¹² qui ressortent, qui vont de l'action d'entraide à la lutte de reconnaissance, et qui se transforment, pour les associations régionales, en travail identitaire avec les migrants et depuis peu en relations économiques transnationales. La caractéristiques des organisations les plus récentes est leur courte durée de vie, celles-ci étant construites sur des projets dont l'aboutissement marque la fin de l'association ; elles partagent d'ailleurs cette caractéristique avec d'autres associations au-dehors du monde de la migration (Cattacin 2006c).

En résumant, nous constatons donc que la pluralisation des formes et motifs organisationnels a apporté de nouveaux types d'organisation qui sont des vecteurs d'inclusion dans la société. Par la triple transformation de nos sociétés (qui se résume par la flexibilisation économique, la nécessité d'une action étatique incitative et l'individualisation et sa conséquence de communautarisation anarchique) les communautés migrantes se révèlent être des acteurs potentiels de l'intégration sociétale. Ce potentiel se mesure notamment dans la capacité que ces communautés ont à rester ouvertes et tournées vers la société d'accueil.¹³

Pour éviter des phénomènes de clôture avec ses risques de radicalisation des différences (du côté des migrants et du côté de groupes d'autochtones)

¹¹ Comme le montrent désormais diverses études du contexte local : Waldrauch et Sohler 2004 ; Taboada-Leonetti 1989 ; Mutlu 1995 ; Zottos 1999.

¹² Les parcours sont signalés par les lignes en gras dans la figure 1.

¹³ Comme l'exprime Dahinden pour la Suisse : « Ich halte also ein Plädoyer dafür, dass, wenn das Vereinswesen weiterhin ein zivilgesellschaftliches Standbein in unserem föderalistischen System sein möchte, die einzelnen Vereine einerseits ihre „Kultur der Zugehörigkeit“ überdenken müssen und sich andererseits den Interessierten öffnen und diese vielleicht auch bewusst in ihre Strukturen integrieren müssen » (Dahinden 2003 : 7).

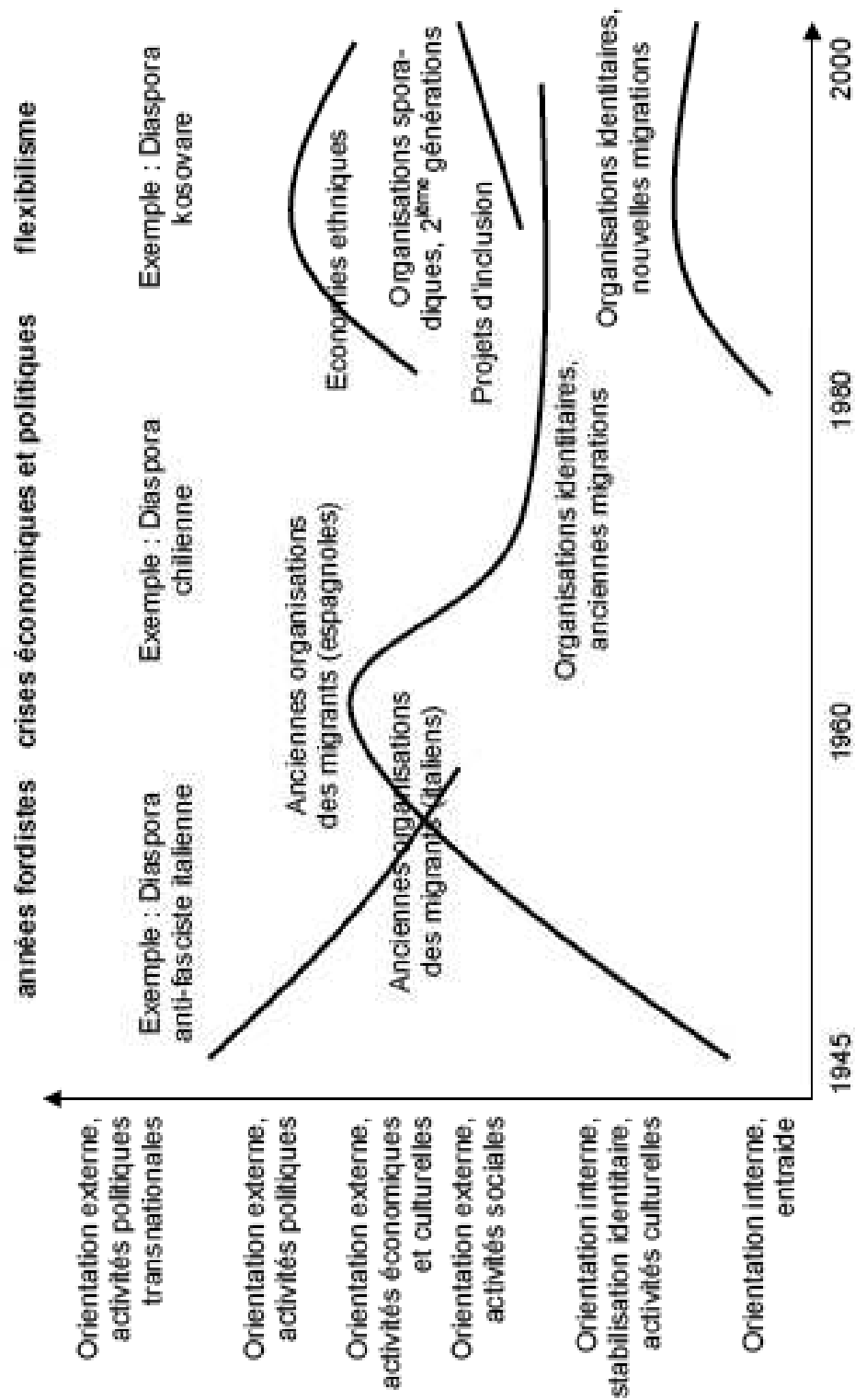
sur le fond d'un schéma de représentations des cultures incompatibles¹⁴, une idée d'inclusion des différences doit guider la politique. Ce référentiel qui se décline par la combinaison de lois contre les discriminations, donnant le cadre d'une société permettant l'ascension sociale¹⁵ et offrant des échanges ponctuels mais réguliers entre les différences dans une société ouverte¹⁶, ne peut pas être réalisé dans le vide, imposé par une autorité. Il est basé, comme tout référentiel, sur une société qui produit du capital social, dans les échanges quotidiens, par des débats dans l'espace public et par des associations ouvertes (dans le sens de réseaux de réciprocité et de confiance ; Mutti 1998, Bagnasco 1999 ; pour le contexte de la migration : Weiss et Thränhardt 2005). Le bref aperçu historique que nous venons de produire montre que les associations de migrants n'avaient pas seulement un rôle communautaire de stabilisateur et d'aide au lente élargissement de l'identité à jouer (qui est en soi fondamental pour s'en sortir dans une société stigmatisant régulièrement les migrants), mais aussi, par les revendications démocratiquement formulées et les partenariats avec des acteurs publics et privés, politiques et syndicaux, un rôle de création de capital social – ressource fondamentale de reproduction sociétale.

¹⁴ Une dynamique mise en évidence par exemple pour la France par (Baillet 2000).

¹⁵ Comme le justifie Rawls 1993 ou Sen 1999.

¹⁶ Qui se réalise par exemple par le droit de vote aux personnes étrangères ou encore par l'inclusion des communautés migrantes dans les festivités locales, et à l'inverse la participation des autorités et d'une partie de la population aux événements symboliquement significatifs des communautés migrantes. Comme l'a déjà démontré Allport, le contact entre les différences est le créateur de l'empathie et du respect (Allport 1954).

Figure 1 : Dynamique de développement du monde associatif des migrants en Europe occidentale – de 1945 à nos jours



Bibliographie

- Allport, Gordon Willard (1954). *The nature of prejudice*. Cambridge Mass./Boston Mass.: Addison-Wesley publ.; The Beacon Press.
- Atabay, Ilhami (1998). *Zwischen Tradition und Assimilation : die zweite Generation türkischer Migranten in der Bundesrepublik Deutschland*. Freiburg i.Br.: Lambertus.
- Bade, Klaus J. (2002). *Europa in Bewegung. Migration vom späten 18. Jahrhundert bis zur Gegenwart*. München: C. H. Beck.
- Baglioni, Simone (2005). "Immigrati e cittadini di fatto? Fiducia nelle istituzioni, associazionismo e partecipazione politica degli immigrati in Svizzera." *Forum Numéro spécial(10 ans SFM)*: 98-107.
- Bagnasco, Arnaldo (1977). *Tre Italie. La problematica territoriale dello sviluppo italiano*. Bologna: il Mulino.
- Bagnasco, Arnaldo (1999). *Tracce di comunità*. Bologna: il Mulino.
- Baillet, Dominique (2000). "Les associations issues de l'immigration, un outil d'intégration ?" *Migrations société* 12(72): 55-66.
- Battaglini, Monica, Sandro Cattacin et Véronique Tattini (2001a). "Reconnaissance et coopération : quelle institutionnalisation de l'associationnisme? Deuxième partie." *Associations transnationales/Transnational Associations* 01(3): 130-156.
- Battaglini, Monica, Sandro Cattacin et Véronique Tattini (2001b). "Reconnaissance et coopération : quelle institutionnalisation de l'associationnisme? Première partie." *Associations transnationales/Transnational Associations* 01(2): 60-73.
- Bauman, Zygmunt (2000). *Liquid Modernity*. Cambridge: Polity Press.
- Betz, Hans-Georg (1994). "Radical Right-Wing Populism in Western Europe, New York: St. Martin's Press."
- Beveridge, William H. (1948). *Voluntary Action*. London: Allen and Unwin.
- Blumer, Giovanni (1970). *L'emigrazione italiana in Europa : [un sottoproletariato che lo sfruttamento internazionale tiene socialmente e politicamente diviso dalla classe operaia]*. Milano: G. Feltrinelli.
- Boltanski, Luc et Eve Chiapello (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard,.
- Bolzmann, Claudio, Rosita Fibbi et Marie Vial (2003). *Secondas - Secondos. Le processus d'intégration des jeunes adultes issus de la migration espagnole et italienne en Suisse*. Zurich: Seismo.
- Boyd, Monica (1989). "Family and personal networks in international migration: recent developments and new agendas." *International migration review* 23(3): 638-670.
- Braun, Rudolf (1965). "Die ausländischen Arbeitskräfte als Streitgegenstand der schweizerischen Politik." *Schweizerisches Jahrbuch für politische Wissenschaft* 5: 100-107.
- Brubaker, Rogers (2001). "The return of assimilation? Changing perspectives on immigration and its sequels in France, Germany, and the United States." *Ethnic and Racial Studies* 24(4): 531-548.
- Bütschi, Danielle et Sandro Cattacin (1994). *Le modèle suisse du bien-être, Coopération conflictuelle entre Etat et société civile: le cas de l'alcoolisme et du vih/sida*. Lausanne: Réalités sociales.
- Calvaruso, Claudio (1973). "Sindacati ed emigrazione : i paesi di immigrazione." *Studi emigrazione* 10(29): 3-119.

-
- Cattacin, Sandro (1996). "Organiser les solidarités. La construction du bien-être par l'interface public-privé en Europe", dans Soulet, Marc-Henry (éd.). *Crise et recomposition des solidarités. Vers un nouvel équilibre entre Etat et société civile*. Fribourg: Presses Universitaires, p. 53-93.
- Cattacin, Sandro (2001). "Réciprocité et échange." *Revue internationale de l'économie sociale* 80(279): 71-82.
- Cattacin, Sandro (2006a). "Les archipels dans la ville, où se réfugient des populations." *Le Temps* 2 avril 2007.
- Cattacin, Sandro (2006b). "Migration and Differentiated Citizenship. On the (post-)Americanization of Europe." *Willy Brandt Series of Working Papers in International Migration, Migration and Ethnic Relations* 06(1).
- Cattacin, Sandro (2006c). "Vereine und Vereinigungen in einer pluralisierten Gesellschaft. Überlegungen zum Verhältnis zwischen Vereinen und Vereinigungen sowie dem Staat und dem Markt im Umfeld mikro- und makrostrukturellen Wandels", dans Farago, Peter et Herbert Ammann (éd.). *Monetarisierung der Freiwilligkeit*. Zürich: Seismo, p. 221-231.
- Cattacin, Sandro (2006d). "Why not "ghettos"? The governance of migration in the splintering city." *Willy Brandt Series of Working Papers in International Migration, Migration and Ethnic Relations, Malmö: Malmö University, IMER*. 06(2).
- Cattacin, Sandro et Samuele Cavalli (2007). "Sindacati. Oltre il corporativismo per ritrovare un nuovo ruolo sociale." *il Caffè*(20.09.07): 62.
- Cattacin, Sandro et Milena Chimienti (2006). "Intégration. Un concept sociologique en politique migratoire." *Terra Cognita* 06(9): 34-37.
- Cattacin, Sandro, Marco G. Giugni et Florence Passy (1997). *Etats et mouvements sociaux. La dialectique de la société politique et de la société civile*. Arles: Actes Sud.
- Cattacin, Sandro et al. (2007). *Dancing identities : Dynamique de reconnaissance et communautarisation migrante. Une analyse de la vie associative de la population migrante à Genève*. Geneva: Unpublished manuscript.
- Cerutti, Mauro (1991). "La Suisse et les réfugiés antifascistes italiens", dans Ecole française de Rome (éd.). *L'émigration politique en Europe aux XIXe et XXe siècles : actes du colloque organisé per [sic] l'Ecole française de Rome... [et al.]*, (Rome 3-5 mars 1988). Rome: Ecole française de Rome, p. 305-326.
- Cerutti, Mauro (1995). "L'immigration italienne en Suisse dans le contexte de la Guerre froide", dans Batou, Jean, Mauro Cerutti et Charles Heimberg (éd.). *Pour une histoire des gens sans histoire : ouvriers, exclus et rebelles en Suisse : 19e-20e siècles*. Lausanne: Ed. d'en bas, p. 213-231.
- D'Amato, Gianni (2001). *Vom Ausländer zum Bürger : der Streit um die politische Integration von Einwanderern in Deutschland, Frankreich und der Schweiz*. Münster [etc.]: Lit.
- Dahinden, Janine (2003). *Kulturvereine – Vereinskulturen? Gedanken zur Rolle von Vereinen in pluralistischen Gesellschaften*. Zürich: Vortragsmanuskript.
- Dear, Michael J. et Steven Flusty (2001). "The Resistible Rise of the L.A. School", dans Dear, Michael J. et J. Dallas Dishman (éd.). *From Chicago to L.A. : making sense of urban theory*. Thousand Oaks, Calif.: Sage Publications, p. 3-16.
- Dewey, John (1927). *The public and its problems, an essay in political inquiry*. Denver: Swallow.
- Duchêne-Lacroix, Cédric (2006). "Von französischen zu plurikulturellen Archipelen: Lebensformen von Franzosen in Berlin", dans Kreuzer, Florian et Silke Roth (éd.). *Transnationale Karrieren. Biografien, Lebensführung und Mobilität*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, p. 240-259.

-
- Efionayi-Mäder, Denise, Milena Chimienti, Janine Dahinden et Etienne Piguet (2001). *Asyldestination Europa : eine Geographie der Asylbewegungen*. Zürich: Seismo.
- Etzioni, Amitai (1973). "The Third Sector and Domestic Missions." *Public Administration Review*: 314-323.
- Fassin, Didier (2005). "Compassion and repression. The moral economy of immigration policies in France." *Cultural Anthropology* 20(3): 362-387.
- Fibbi, Rosita (1983). "Die italienischen Vereine in der Schweiz in einer Übergangsphase: einige Fragen an die Linke." *Widerspruch* 1983(6): 76-85.
- Fibbi, Rosita, Marie Vial et Claudio Bolzman (2002). "Rückkehr, bleiben oder pendeln ? : zur Situation von Einwanderern im Pensionsalter." *Schweizer Monatshefte für Politik, Wirtschaft, Kultur* 82(11): 20-23.
- Fukuyama, Francis (1995). *Trust the social virtues and the cration of prosperity*. London: Hamish Hamilton.
- GCIM, Global Commission on International Migration (2005). *Migration in an interconnected world: New directions for action. Report of the Global Commission on International Migration*. Geneva: GCIM.
- Gerber, Brigitta (2003). *Die antirassistische Bewegung in der Schweiz*. Zürich: Seismo.
- Granovetter, Mark S. (1973). "The Strenght of Weak Ties." *American Journal of Sociology* 78: 1360-1380.
- Hirschman, Albert O. (1970). *Exit, voice, and loyalty; responses to decline in firms, organizations, and states*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Hoffmann-Nowotny, Hans-Joachim et Karl-Otto Hondrich (éd.) (1982). *Ausländer in der Bundesrepublik Deutschland und in der Schweiz : Segregation und Integration : eine vergleichende Untersuchung*. Frankfurt a.M. [etc.]: Campus Verl.
- Hollifield, James Frank (1990). "Migrants ou citoyens : la politique de l'immigration en France et aux Etats-Unis." *Revue européenne des migrations internationales* 6(1): 159-183.
- Hollifield, James Frank (1992). *Immigrants, markets, and states : the political economy of postwar Europe*. Cambridge, Mass. [etc.]: Harvard University Press.
- Honneth, Axel (1996). "La dynamique du mépris. D'où parle une théorie critique de la société ?" dans Rochlitz, Rainer et Christian Bouchindhomme (éd.). *Habermas, la raison, la critique*. Paris: Éd. du Cerf, p. 216-238.
- Inglehart, Ronald (1977). *The Silent Revolution: Changing Values and Politial Styles among Western Publics*. Princeton NJ: Princeton University Press.
- Kloosterman, Robert, Joanne Van der Leun et Jan Rath (1998). "Across the Border: Immigrants' Economic Opportunities, Social Capital, and Informal Business Activities." *Journal of ethnic and migration studies* 24(2): 249-268.
- Knauer, Mathias et Jürg Frischknecht (1983). *Die unterbrochene Spur : antifaschistische Emigration in der Schweiz von 1933 bis 1945*. Zürich: Limmat Verlag Genossenschaft.
- La Barba, Morena et Sandro Cattacin (2007). *Le associazioni italiane in Svizzera (Modi Visioni Divisioni) - Film*. Suisse: Commission fédérale des étrangers CFE: 58'.
- Lockwood, David (1992 [1964]). "Social Integration and System Integration", dans Lockwood, David (éd.). *Solidarity and Schism. The Problem of 'Disorder' in Durkhemian and Marxist Sociology*. Oxford: Oxford University Press, p. 399-412.
- Mahnig, Hans (1998). *Integrationspolitik in Grossbritannien, Frankreich, Deutschland und den Niederlanden : eine vergleichende Analyse*. Neuchâtel: Forum suisse pour l'étude des migrations.
- Marshall, Thomas H. (1965). *Class, Citizenship and Social Development*. New York: Anchor.

-
- Martiniello, Marco (1997). *Sortir des ghettos culturels*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Matas, Juan et Roland Pfefferkorn (2000). "Le rôle des associations 'issues de l'immigration'." *Migrations Société* 12(72): 67-77.
- Miles, Robert et Dietrich Thränhardt (éd.) (1995). *Migration and European integration : the dynamics of inclusion and exclusion*. London [etc.]: Pinter [etc.].
- Mutlu, Hasan (1995). *Le tissu associatif des communautés étrangères dans le canton de Neuchâtel : problèmes, besoins et demandes des associations*. Neuchâtel: Université de Neuchâtel, Institut de sociologie et de science politique [etc.].
- Mutti, Antonio (1998). *Capitale sociale e sviluppo*. Bologna: il Mulino.
- Mutti, Antonio (2000). "Particularism and the Modernization Process in Southern Italy." *International Sociology* 15(4): 579-590.
- Niederberger, Josef Martin (2004). *Ausgrenzen, Assimilieren, Integrieren : die Entwicklung einer schweizerischen Integrationspolitik*. Zürich: Seismo.
- Parini, Lorena et Matteo Gianni (2005). "Enjeux et modifications de la politique d'asile en Suisse de 1956 à nos jours", dans Mahnig, Hans, Sandro Cattacin et al. (éd.). *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*. Zürich: Seismo, p. 189-252.
- Park, Robert E. (1928). "Human migration and the marginal man." *The American journal of sociology* 33(6): 881-893.
- Passy, Florence (1992). *Le mouvement de solidarité en Suisse: analyse de la mobilisation dans une perspective organisationnelle*. Genève: Université de Genève, Département de science politique.
- Putnam, Robert with, Robert Leonardi, Raffaella Y. Nanetti et Franco Pavoncello (1983). "Explaining Institutional Success: The Case of Italian Regional Government." *American Political Science Review* 77(1): 55-74.
- Rawls, John (1993). *Political Liberalism*. New York: Columbia University Press.
- Sayad, Abdelmalek et Farinaz Fassa (éd.) (1982). *Éléments pour une sociologie de l'immigration*. Lausanne: Institut de science politique.
- Schmitter Heisler, Barbara (1988). "From conflict to accommodation : the "Foreigners question" in Switzerland." *European journal of political research* 16(6): 683-700.
- Seibel, Wolfgang (1992). *Funktionaler Dilettantismus. Erfolgreich scheiternde Organisationen im "Dritten Sektor" zwischen Markt und Staat*. Baden-Baden: Nomos.
- Sen, Amartya Kumar (1999). "The Possibility of Social Choice." *The American Economic Review* 89(3): 349-378.
- Smith, Adam (2000 [1759]). *The theory of moral sentiments*. Amherst, N.Y.: Prometheus Books.
- Soysal, Yasemin Nuhoglu (1994). *Limits of citizenship : migrants and postnational membership in Europe*. Chicago [etc.]: The University of Chicago.
- Taboada-Leonetti, Isabelle (1989). "Cohabitation pluri-ethnique dans la ville : stratégies d'insertion locale et phénomènes identitaires." *Revue européenne des migrations internationales* 5(2): 51-70.
- Tocqueville, Alexis de (1986 [1835]). *De la démocratie en Amérique, I*. Paris: Gallimard.
- Vermeulen, Hans (1997). *Immigrant policy for a multicultural society : a comparative study of integration, language and religious policy in five western European countries*. Brussels [etc.]: Migration Policy Group [etc.].
- Wacquant, Loïc (2006). *Parias urbains. Ghetto - Banlieues - Etat*. Paris: La découverte.

Waldrauch, Harald et Karin Sohler (2004). *Migrantenorganisationen in der Großstadt. Entstehung, Strukturen und Aktivitäten am Beispiel Wien*. Frankfurt ; New York: Campus.

Weiss, Karin et Dietrich Thränhardt (éd.) (2005). *SelbstHilfe. Wie Migranten Netzwerke knüpfen und soziale Kapital schaffen*. Freiburg i. B.: Lambertus.

Zottos, Eléonore (1999). *Vivre à Genève : perceptions, attentes et aspirations des associations de résidents d'origine étrangère*. [S.l.]: [s.n.].
